

Géorgie : les menaces de dépopulation inquiètent les Nations unies.

Par Renaud FRANCOIS, d'après Geotimes.ge ; 11/01/2006

Tbilissi- Selon le dernier rapport des Nations unies sur la population (The 2004 UN report), la situation démographique de la Géorgie s'est détériorée. Sur la période 1990-2002, la population est passée de 5,4 millions à 4,4 millions d'habitants, en raison d'un taux de natalité en régression et d'un index de croissance naturelle qui est tombé de 7,8 à zéro. Les déclarations rassurantes des autorités qui affirment que le taux de natalité est remonté depuis la "révolution des roses" ne peuvent être confirmées. Aucun recensement n'a été effectué par le département géorgien des statistiques depuis 2002 et le prochain n'est actuellement prévu que pour 2010.

Depuis plusieurs années, les experts démographiques géorgiens ne cessent de tirer le signal d'alarme. Se basant sur des statistiques qui montraient un accroissement annuel de la population géorgienne d'environ 42.000 âmes par an jusqu'en 1991, date de la chute de l'Union soviétique, ils s'inquiètent des chiffres alarmants des années suivantes, en particulier ceux pour 2002 et 2003, années au cours desquelles la population ne s'est accrue que de quelques dizaines d'unités.

Ces chiffres catastrophiques ont conduit les organisations internationales à avertir la Géorgie des graves menaces de dépopulation qui pèsent sur l'avenir du pays. Dans le cadre des "Objectifs du Millénaire pour le Développement", les Nations unies ont lancé un programme spécial de recherches dont les conclusions indiquent que les causes de la dépopulation sont essentiellement une émigration galopante, des taux de natalité et de mortalité respectivement très bas et trop haut, ainsi que des taux de mortalité anormalement élevés parmi les nouveaux-nés. Et ce ne sont pas les coupes budgétaires annoncées pour 2006, en particulier dans les programmes destinés à relancer la natalité, qui permettront de redresser la situation. Pour se défendre et se justifier, les autorités se retranchent maladroitement derrière un discours où figurent pêle-mêle les mesures destinées aux retraités, celles qui garantissent la couverture médicale des personnes défavorisées et les différents programmes de lutte contre la pauvreté.

A titre d'exemple, le budget de Tbilissi pour l'année 2006, en baisse de 130 millions de laris par rapport à 2005, est suffisamment parlant. Le budget du service municipal de protection sociale et de santé perd, à lui seul, 14 millions de laris pour se retrouver à 6 millions. Malgré cette baisse, le responsable de ce service, Mamuka Katsarava, pense pouvoir continuer à assurer aux mères de familles nombreuses une allocation unique pour chaque nouvelle naissance : 400 laris pour un 4e enfant, 500 pour un 5e enfant et ainsi de suite. Il cite même le cas de familles qui ont reçu 1.200 laris pour la naissance de leur 12e enfant. A cette prime, s'ajoutent une allocation mensuelle de 5 laris par enfant et une prime de 50 laris par naissance. Mamuka Katsarava estime les besoins budgétaires 2006 à 140.000 laris et déclare qu'en cas de besoin, il serait fait appel aux fonds de réserve de la municipalité.

Malgré tout si ce programme spécifique à la ville de Tbilissi semble quelque peu porter ses fruits - la population se serait accrue de 4.500 personnes au cours des deux dernières années, il n'en demeure pas moins que la situation est loin d'être aussi idyllique en province où les critères d'attribution des primes sont très sensiblement différents. L'allocation unique n'est parfois versée qu'à partir du 7e enfant et le montant de la prime à la naissance ne dépasse pas 35 laris.

Plus inquiétantes encore que les disparités entre la capitale et la province, ce sont les menaces qui pèsent sur les mesures à destination des femmes enceintes. Ainsi, ce qui avait été présenté comme l'une des avancées majeures en matière de santé prénatale - attribution d'un bon de 200 laris à Tbilissi et 180 laris en province aux femmes enceintes et l'accès gratuit à 10 visites médicales - ne pourra être maintenu en 2006 qu'aux seules femmes enceintes faisant partie des personnes défavorisées ou socialement vulnérables. Nana Biganishvili, une journaliste et future mère, déclare que, bien qu'elle ne se classe pas parmi les "personnes socialement vulnérables", sa grossesse "constitue une menace pour la stabilité financière de sa famille" et elle regrette en le critiquant l'abandon des mesures citées ci-dessus.